

marchands, leur seul but était d'annoncer leur commerce. Le professeur Sheldon fut amené à grands frais, et il contribua beaucoup à accroître l'intérêt existant déjà concernant cette industrie, en donnant sur cette matière des informations très profitables pour la population. Cela produisit beaucoup de bien, quoique l'on n'ait eu en vue seulement d'en faire une réclame en faveur d'un commerce de marchandises sèches. Je puis dire de plus que la demande pour l'ouvrage publié par le gouvernement d'Ontario sur la fabrication scientifique du beurre, indique suffisamment aussi que la population a vu avec plaisir qu'il avait dirigé son attention sur cette question. L'ouvrage a été favorablement apprécié par toutes les classes en général.

Q. Pourquoi l'entreprise particulière n'accomplirait-elle pas ce qui est nécessaire sans l'intervention du gouvernement?—A cause de l'état de choses qui existe actuellement, en observant la manière dont cette œuvre a été exécutée par le passé, la population est peu disposée à accepter rien de nouveau, de peur d'être jouée, pour parler nettement. Elle l'a été beaucoup anciennement, quand elle était disposée à recevoir de nouvelles inventions pouvant lui être de service. Maintenant cela doit être racheté par beaucoup de travail, et le besoin des connaissances nécessaires peut-être suppléé beaucoup plus facilement par le gouvernement, et d'une manière plus prompte, que par l'entreprise particulière. De plus, c'est une chose que l'on ne devrait pas exiger de celle-ci. Je pourrais vous donner des renseignements fournis par des hommes importants de Toronto et de Montréal—des membres de la chambre de commerce et de la halle au blé, et de marchands faisant la commission—montrant l'état du commerce relativement à cette industrie. Dans le livre traitant de la fabrication du beurre, dont j'ai parlé, se trouve une copie d'une pétition signée par les hommes les plus influents de Toronto, et je pourrais vous donner une lettre signée des principaux marchands qui s'occupent du commerce de commission à Montréal, témoignant que l'industrie du beurre et du fromage demande un grand travail d'instruction pour surmonter cette difficulté. Je pense qu'il est injuste de prétendre que ce travail doit être le résultat de l'entreprise privée. Le gouvernement peut en exécuter une partie, et ce qu'il fera aura beaucoup plus d'effet que ce que pourraient faire les particuliers, et leur action combinée révolutionnerait sans doute cette industrie. J'en suis convaincu.

Q. Pensez-vous que l'inspection du beurre pourrait remédier aux difficultés qu'offre la question?—Je ne le pense pas. L'inspection n'est qu'un des moyens d'y remédier. Si le beurre n'est pas généralement bon, ou en d'autres termes, s'il est en général de mauvaise qualité, l'inspection ne servirait qu'à peu de chose. Le beurre est un article d'un caractère tout particulier. Il diffère beaucoup du blé et de la fleur. Il peut être très bon aujourd'hui et mauvais demain. Il est impossible, actuellement, tel qu'il est fabriqué et emballé, de l'inspecter, de le marquer, et de connaître avec certitude si après un certain laps de temps il se conservera dans l'état où il a été marqué. Les commerçants de beurre ne peuvent pas descendre dans les caves choisir le beurre qui y est déposé, l'expérier, exposé comme il est nécessairement à toutes espèces d'accidents pendant le transport, et juger de l'état où il se trouvera quand il sera offert au consommateur. Mais si le beurre était fait comme il doit l'être, et emballé d'une manière convenable, l'inspection produirait de meilleurs résultats qu'à présent. Cependant elle servirait à quelque chose même actuellement. Elle servirait dans le cas du beurre dont l'emballage est pratiqué au moyen de la spatule, c'est-à-dire de celui qui, acheté en petites quantités, est mélangé ensuite et offert sur le marché. Elle aiderait à remédier à ce défaut, mais elle ne ferait que l'amoinrir. Ce serait un des moyens que l'on pourrait adopter pour corriger le mal. L'inspection servirait à l'amélioration du système suivi dans l'industrie du beurre sur le marché, mais ce ne serait qu'un moyen auxiliaire.

Q. Pensez-vous que l'industrie laitière pourrait affecter quelques unes des questions qui se présentent à nos agriculteurs?—Oni, je le pense. Le problème est celui-ci : Nos terres dans les provinces de l'Est se sont détériorées considérablement. Nos fermiers s'aperçoivent qu'elles ne valent plus ce qu'elles valaient autrefois. Je sais que cela s'est produit dans nos Townships de l'Est, et cette question a été présentée avec beaucoup de force par un agriculteur influent, dans l'une de nos récentes assem-